

# Revue de presse

Dimanche 09 janvier 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## Exercice 2022: remise des affectations budgétaires aux différents ministères



Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a présidé jeudi la cérémonie de remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels au titre de la Loi de finances 2022. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Benabderrahmane a précisé que "la notification de ces affectations budgétaires à l'avance vise à permettre aux ordonnateurs de mettre en œuvre le budget sur toute l'année sans recourir à des périodes complémentaires".



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### Projets publics: rejet de toute demande de réévaluation de plus de 10% du montant alloué initialement



Le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué jeudi à Alger que le gouvernement rejettera dorénavant toute demande de réévaluation d'un projet de plus de 10% du montant alloué initialement.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### Révision à la hausse du point indiciaire dans la fonction publique avant fin avril

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé, jeudi à Alger, que la révision du point indiciaire dans la fonction publique entrera en vigueur avant fin avril prochain, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



Dans une déclaration à la presse en marge de la remise des affectations budgétaires aux différentes administrations et établissements publics au titre de la loi de finances 2022, M. Benabderrahmane a indiqué que "toutes les dispositions ont été prises, en vue de concrétiser l'opération de révision du point indiciaire dans la fonction publique au mois de juillet prochain, mais le président de la République a ordonné au Gouvernement de procéder à la révision de ce point au mois d'avril prochain".



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Pénurie de certains produits de consommation: retour à la normale "durant les prochains jours"**

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a estimé, jeudi à Alger, que la pénurie de certains produits de consommation, telle que l'huile de table, qu'a connue récemment le marché national était due principalement à une perturbation dans la distribution, assurant d'un retour à la normale "durant les prochains jours".



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Investissement: dégel de tous les projets créateurs de richesses**

Le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé jeudi à Alger le dégel en 2022 de tous les projets publics et privés créateurs de richesses et d'emplois.

Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels au titre de l'exercice 2022, M.

Benabderrahmane a précisé qu'"il a été décidé de lever le gel, en 2022, sur tous les projets publics et privés contribuant à la création de richesses et d'emplois et de remplacer les importations par des produits nationaux pour ne pas être impactés par les convulsions des marchés extérieurs".



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Le nouveau projet de code des marchés publics soumis au Secrétariat général du Gouvernement**



Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, jeudi, que le projet de loi portant révision des dispositions générales du code des marchés publics avait été soumis au Secrétariat général du Gouvernement.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **La BDL lance lundi sa finance islamique dénommée "el Badil"**

La Banque de développement local (BDL) a annoncé samedi, dans un communiqué, le lancement lundi 10 janvier de sa finance islamique dénommée "El Badil". Dans une première étape, "El Badil" sera proposée sous forme de guichets au niveau de neuf agences de cette banque publique.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Douanes: nécessité de profiter des facilitations accordées pour promouvoir les exportations**

Le Directeur général (DG) des Douanes algériennes, Noureddine Khaldi a souligné, jeudi, à Annaba, la nécessité de profiter des facilitations accordées par les hautes autorités du pays au profit des opérateurs économiques afin de relancer et promouvoir les exportations et augmenter la compétitivité des produits destinés à l'exportation.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

### **Délais d'exécution du budget : aucune prolongation n'est désormais autorisée**

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a indiqué, jeudi, que les ministères ne seront plus autorisés à prolonger les délais d'exécution du budget au titre d'une année financière considérée à l'année suivante comme c'était le cas auparavant, appelant les donneurs d'ordre à faire preuve de fermeté, d'efficacité et de rationalité.



### **Remise des affectations budgétaires aux différents ministères : Le premier ministre recadre certains départements ministériels**



Le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a présidé jeudi la cérémonie de remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels au titre de la loi de finances 2022. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Benabderrahmane a précisé que «la notification de ces affectations budgétaires à l'avance vise à permettre aux ordonnateurs de mettre en œuvre le budget sur toute l'année sans recourir à des périodes complémentaires».



### **M. Benabderrahmane : La révision du point indiciaire dans la fonction publique entrera en vigueur avant fin avril**

Dans une déclaration à la presse en marge de la remise des affectations budgétaires, M. Benabderrahmane a indiqué que «toutes les dispositions ont été prises, en vue de concrétiser l'opération de révision du point indiciaire dans la fonction publique au mois de juillet prochain, mais le président de la République a ordonné au gouvernement de procéder à la révision de ce point au mois d'avril prochain».



### **Organisé sous le haut patronage du Président Tebboune, le séminaire national sur la modernisation du système de santé a débuté samedi à Alger : Un schéma équitable aux normes internationales**

«Aujourd'hui, le citoyen n'a plus besoin de recommandations théoriques, mais plutôt de résultats tangibles sur le terrain, lui permettant de bénéficier d'une couverture sanitaire de qualité répondant à ses attentes.»



### **Finance islamique : la BDL Lance «El Badil»**

La Banque de développement local (BDL) a annoncé samedi, dans un communiqué, le lancement lundi 10 janvier de sa finance islamique dénommée «El Badil». Dans une première étape, «El Badil» sera proposée sous forme de guichets au niveau de neuf agences de cette banque publique. Il s'agit de 5 agences à Alger, à savoir celles de Staouéli (158), Alger-Centre (107), Sidi Yahia (114), Baraki (108) et Hussein Dey (104), en plus des agences de Constantine (318), Ghardaïa (185), Oran (420) et Sétif (374), précise le communiqué.



## **"El Badil", la finance islamique de la BDL lancée ce lundi**

La Banque de développement local (BDL) a annoncé samedi, dans un communiqué, le lancement lundi 10 janvier de sa finance islamique dénommée "El Badil".

Dans une première étape, "El Badil" sera proposée sous forme de guichets au niveau de neuf agences de cette banque publique.



## **Loi de finances 2022 : Quel Impact sur l'activité économique ?**

La loi a prévu une série de dispositions destinées à contribuer à la mise en place d'un tissu économique productif et créateur d'emploi et de richesse, à travers les facilitations et avantages accordés aux entreprises.



### **SECTEUR DES IMPÔTS**

#### **Le Safi appelle à une grève de trois jours à partir du 18 janvier**

Le secteur des impôts risque une paralysie de trois jours à compter du 18 janvier. En effet, les membres du conseil national du Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts (Safi) a chargé son bureau national de déposer un préavis de grève de trois jours et de renouer avec la protestation. Mieux encore, n'ayant pas de "réponse du ministère de tutelle et de la direction générale des impôts à leurs revendications légitimes", le conseil national menace de durcir son mouvement de protestation.



### **L'ÉDITO**

#### **Spéculation : crime contre l'État**

Les deux Chambres du Parlement ont décidé de mettre en place une commission d'enquête parlementaire pour "enquêter et mener des investigations sur les situations de pénurie et de monopole" sur certains produits de large consommation comme l'huile de table, le lait en tétrapack ou la farine. Il faut reconnaître que ces pénuries sont ressenties par les citoyens à

travers le pays qui ne comprennent pas les raisons de ces manques qui viennent perturber le marché, généralement en début d'année.



## **ASSISES NATIONALES DE LA SANTÉ**

### **Le gouvernement veut stopper la fuite des médecins**

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a demandé, hier à Alger, à l'ouverture de la Conférence nationale du secteur de la santé, à "lutter contre la fuite des compétences du secteur de la santé" vers l'étranger. Rebondissant sur cette instruction du Premier ministre, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a énuméré, dans son intervention, les grands axes de la réforme du secteur de la santé.



## **ILS CONTESTENT LE NOUVEAU RÉGIME FISCAL CONTENU DANS LA LF-2022**

### **Les avocats en grève illimitée à partir de jeudi**

Les robes noires comptent ainsi protester contre la décision du gouvernement de les soumettre au même régime fiscal que les commerçants avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de finances. Pour protester contre le nouveau système d'imposition auquel ils sont désormais soumis suite à l'adoption de la loi de finances 2022, les avocats ont décidé d'entrer en grève générale illimitée à compter du jeudi 13 janvier prochain.



## **ELLE VA SE PLACER DANS L'ÉQUATION "ÉPARGNE- ACCÈS AU LOGEMENT"**

### **La CNL bientôt convertie en banque de l'habitat**

La Caisse nationale du logement (CNL) sera très prochainement transformée en banque de l'habitat pour financer le logement sur d'autres ressources que celles du budget de l'État. C'est ce qu'a indiqué le directeur général de cette institution, Ahmed Belayat, affirmant que la

prochaine étape pour cet organisme coïncidera avec sa transformation en établissement financier dans le cadre d'une nouvelle philosophie de production du logement.



## **FORMALITÉS DOUANIÈRES**

### **Quel bénéfice pour nos émigrés ?**

**Par : IDIR KSOURI JACK LANG, PRÉSIDENT DE L'INSTITUT DU MONDE ARABE À "LIBERTÉ"**

Les formalités douanières concernant la communauté algérienne à l'étranger sont nombreuses et variées. On peut citer parmi ces formalités, notamment la tolérance, les facilités de contrôle, l'importation de devises, le change, la déclaration en douane des métaux de valeur, le régime du dépôt de douane, la franchise, etc.



## **DROIT DE REGARD**

### **Tactique politique et stratégie socioéconomique**

En réagissant aux "accusations de certains articles algériens" suscitées par son rapport sur l'économie de l'Algérie, la Banque mondiale a précisé qu'elle refuse de les traiter dans le fond : "Tout inacceptables qu'ils soient, il ne sera pas répondu à ces propos, tant nous considérons qu'ils ne sauraient porter argument ni ne constituent un élément de débat."



## **BENABDERRAHMANE AUX PARTICIPANTS À LA RENCONTRE NATIONALE SUR LA SANTÉ**

**«Nous attendons des propositions concrètes et non théoriques»**

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a insisté sur la modernisation du système de santé et sur la bonne gouvernance basée sur les normes et standards internationaux.

## **LA RÉFORME DU SYSTÈME DE SANTÉ PASSE PAR LA REFONTE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, SELON LES EXPERTS**

De nombreuses propositions relatives à la réforme profonde du système national de santé ont été formulées dans les ateliers organisés lors de la rencontre nationale sur la relance du système national de santé pour faire face à tous les obstacles et anomalies que connaît le secteur depuis des années.

## **FAIBLE REPRISE DU CRÉDIT MALGRÉ LE REDRESSEMENT DES LIQUIDITÉS**

### **Les banques pointées du doigt**

La responsabilité des banques a été mise en avant par le gouverneur de la Banque d'Algérie, du fait que la reprise du crédit n'a pas été au rendez-vous en dépit du redressement des liquidités à fin 2021. L'objectif de sortir de la dépendance aux hydrocarbures semble s'éloigner encore davantage. Les crédits octroyés à l'économie durant l'année 2021 ont connu le très modeste taux de croissance de 3,8% et un niveau de liquidité en hausse de 72,7%. Ces chiffres de la Banque d'Algérie attestent d'une certaine stagnation d'octroi de crédits en 2020-2021 par rapport à 2019-2020, au plus fort de la crise de la Covid-19, qui a enregistré 3% de croissance pour un niveau de liquidités qui affiche -42,6%.

## **HABITAT**

### **La CNL bientôt transformée en établissement financier**

La Caisse nationale du logement (CNL) sera «très prochainement» transformée en établissement financier afin de pouvoir contribuer au financement du logement sur d'autres ressources que celles du budget de l'Etat, a indiqué son directeur général, Ahmed Belayat. Dans un entretien paru au dernier numéro de la revue Batisseur.dz de la CNL, M. Belayat a fait savoir que la prochaine étape pour cet organisme coïncidera avec sa transformation en un établissement financier dans le cadre d'une nouvelle philosophie de production du logement. Selon son directeur général, la CNL, en tant qu'établissement financier, veut se placer au centre d'une équation «épargne-accès au logement».

## À TRAVERS 5 AGENCES DE LA CAPITALE

### LA BDL LANCE SA FINANCE ISLAMIQUE

La Banque de développement local (BDL) a annoncé samedi, dans un communiqué, le lancement lundi 10 janvier de sa finance islamique dénommée «El Badil». Dans une première étape, «El Badil» sera proposée sous forme de guichets au niveau de cinq (5) agences de cette banque publique. Il s'agit de 5 agences à Alger, à savoir celles de Staouéli (158), Alger-Centre (107), Sidi Yahia (114), Baraki (108) et Hussein Dey (104), précise le communiqué.

## BISKRA

### LA BADR REPREND SON SOUFFLE

Gravement lésée par une affaire de détournement de fonds et de manipulations illégales opérées sur des comptes bancaires de clients effectués par l'ancien directeur emprisonné pour ces malversations à la suite d'une longue enquête de la brigade financière et économique de la sûreté de Biskra tandis que des employés poursuivis pour complicité ont été blanchis par la justice, l'agence 393 de la Banque algérienne du développement rural (BADR) de Biskra reprend son souffle et sort de l'œil du cyclone médiatique et judiciaire depuis la nomination d'un nouveau directeur.

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES À SOUK AHRAS

### «Un travail de coordination est recommandé pour lutter contre la contrebande»

Le directeur général des douanes, Nouredine Khaldi, a effectué en fin de semaine dernière une visite de travail à Souk Ahras où il a inspecté les deux postes frontières de Heddada et Ouled Moumen. Il y a mis l'accent devant les cadres du secteur sur l'importance que revêtent ces deux postes par rapport à la promotion de l'investissement et le libre échange commercial entre l'Algérie et la Tunisie.

## ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DE L'UNOA À CONSTANTINE

### **Les robes noires optent pour un boycott général des activités**

Après une longue journée de débats, animés lors de l'assemblée générale extraordinaire de l'Union nationale des Ordres des avocats (UNOA) – tenue hier à la salle des conférences du Club des avocats de Constantine – ayant réuni les représentants de 23 Ordres des avocats à l'échelle nationale, en présence du président Brahim Taïri, les robes noires ont opté pour le durcissement et le boycott général de toutes les activités judiciaires à l'échelle nationale à compter du jeudi 13 janvier, et ce, jusqu'à nouvel ordre. Cette mesure prise à la majorité concernera plus de 60 000 avocats affiliés à l'UNOA. Elle survient après d'âpres discussions et propositions émises par l'Union nationale des Ordres des avocats en direction du ministère des Finances pour revoir les nouvelles dispositions fiscales contenues dans la loi de finances 2022.

## POINT ZÉRO

### **Lutter contre la bureaucratie par des moyens bureaucratiques**

Baisse du pouvoir d'achat, manifestations, inflation, dévaluation et appauvrissement de la population, le Président a parlé d'un complot pendant que les militaires ont accusé la main de l'étranger. Mais c'est en Turquie, où les manifestations sont encore autorisées, et non pas en Algérie, qui a renoué avec son triangle infernal huile-laitpain en ce début de nouvelle année de «décollage économique», selon les vœux du Président.

## RÉÉVALUATION DES MONTANTS DES PROJETS PUBLICS

### Benabderrahmane trace une ligne rouge



Intervenant bien plus tôt que de tradition, les affectations budgétaires allouées aux différents départements ministériels de l'exercice 2022 ont été remises jeudi, marquant ainsi le début effectif de la mise en œuvre du budget de l'État. Une opportunité, en principe, qui permettra de «mettre en œuvre le budget sur toute l'année sans recourir à des périodes complémentaires». Le Premier ministre et ministre des Finances a, de la sorte, mis devant leurs responsabilités l'ensemble des ministères, dorénavant appelés à «faire preuve de fermeté, d'efficacité et de rationalité». Dès lors, il n'est plus accepté que l'exécution du budget d'une année donnée soit prolongée à l'année suivante.

### Douanes

#### 1 000 milliards de dinars perçus en droits et taxes en 2021

« Nous avons atteint le montant de 800 milliards de DA perçus en taxes et droits durant les 10 mois de l'année 2021 et nos projections sont de l'ordre de 1 000 milliards de dinars qui seront engrangés par nos services pour l'ensemble de l'année 2021 », a révélé avec satisfaction, le directeur des douanes Nourredine Khaldi, lors de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'El-Tarf et ce, dans la nuit de mercredi dernier au niveau du poste frontalier d'Oum-Teboul sis dans la commune de Souarrekh.



## **Fonction publique: Révision du point indiciaire avant fin avril**

On en a fini avec cette vieille pratique des affectations budgétaires qui attendaient jusqu'à quatre et cinq mois avant de parvenir aux différents départements ministériels. Dans ce sens, au titre de la loi de finances 2022, les affectations budgétaires aux différents départements ministériels ont eu lieu au début de l'année, jeudi dernier.



## **Comptes devises: Nouvelle instruction relative aux conditions de rémunération**

La Banque d'Algérie (BA) a dévoilé, dans une nouvelle instruction publiée sur son site web, les nouvelles conditions de rémunération des dépôts sur comptes devises. Il s'agit de l'instruction n 01-2022, du 5 janvier 2022, relative aux conditions de rémunération des comptes devises, signée par le Gouverneur de la Banque centrale, Rosthom Fadli.



## **Impacts positifs des dernières décisions prises par le chef de l'état**

### **Des augmentations de salaires en cascade**

Sur instruction du président de la République, la révision du point indiciaire qui était prévue pour le deuxième semestre de l'année en cours, interviendra dès le mois d'avril prochain.

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a annoncé la révision du point indiciaire à la hausse, pour avant la fin avril prochain. Cette mesure qui impactera à la hausse les salaires des fonctionnaires viendra renforcer leur pouvoir d'achat, déjà augmenté grâce à la baisse de l'impôt sur le revenu global (IRG), effective à partir de ce mois.



## [Benabderrahmane dissèque le système national de santé](#)

### [«Nous visons l'excellence»](#)

La santé est réellement malade de ses modes d'organisation et de fonctionnement, entre autres tares à prendre en considération.

Le Séminaire national sur la modernisation du système de santé vient de prendre acte, en présence du Premier ministre, des membres du gouvernement, ainsi que des principaux acteurs du secteur, des différents partenaires sociaux et de la société civile.



## [Pénurie de produits de large consommation](#)

### [Le gouvernement rassure](#)

«Les choses reviendront à la normale, durant les prochains jours», a affirmé le Premier ministre. S'exprimant sur la pénurie de certains produits alimentaires, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a insisté, jeudi à Alger, sur l'aspect conjoncturel de la situation, expliquant que «les choses reviendront à la normale durant les prochains jours».



## [Justice, habitat, travaux publics, microentreprises, environnement](#)

### [Benabderrahmane à la manoeuvre](#)

Ces secteurs ont fait l'objet de recommandations lors d'une réunion du gouvernement présidée, mercredi, par le Premier ministre.

La dynamique insufflée par le président de la République pour relancer l'économie, préserver la justice sociale, améliorer le cadre et la qualité de vie du citoyen ne doit pas baisser d'intensité.



## [Marchés publics](#)

### [La nouvelle réglementation](#)

Un projet de loi portant révision de ses dispositions générales avait été soumis au secrétariat général du gouvernement.

Une nouvelle réglementation des marchés publics sera élaborée prochainement. Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a déclaré, jeudi, lors de la cérémonie de remise des affectations budgétaires, que «le projet de loi portant révision des dispositions générales du Code des marchés publics avait été soumis au secrétariat général du gouvernement».



## [Exportation hors hydrocarbures](#)

### [Les douanes rassurent les opérateurs](#)

Le guichet unique devant permettre d'alléger et de dématérialiser l'accomplissement des formalités douanières requises aux frontières sera incessamment opérationnel.

Les douanes oeuvrent à faciliter les procédures douanières, afin d'encourager l'activité des échanges commerciaux. C'est ce qu'à souligné, jeudi, le directeur général (DG) des douanes algériennes, Nouredine Khaldi, lors de sa visite à Annaba.



## [Le rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie refait parler de lui](#)

### [Vérité et contre-vérité](#)

L'argument des statistiques publiques invoqué par la BM pour attester de son objectivité est un faux alibi que toute personne sensée déconstruirait aisément.

La Banque mondiale doit reposer son analyse sur des chiffres publics. C'est l'argument principal avancé par l'institution de Bretton Woods pour répondre à ses détracteurs, parmi la presse nationale. Soit.

**[BENABDERRAHMANE SUR LA DISPONIBILITÉ DE L'HUILE : « Le retour à la normale dans les prochains jours »](#)**

Situation de rupture causée par les spéculateurs pendant le Ramadhan dernier, la pénurie de l'huile de table refait surface ces derniers jours dans les rayons des commerces et des supermarchés, provoquant, du coup, une tension sur ce produit de base fort prisé et conséquemment de longues files d'attente devant les surfaces commerciales.



**[Impôts : le Safi annonce une grève à partir du 18 janvier](#)**

Le secteur des impôts risque une paralysie de trois jours à partir du 18 janvier prochain si les revendications Syndicat autonome des fonctionnaires des impôts (Safi) ne sont pas satisfaites.

En effet, dans un préavis de grève, dont nous détenons une copie, le Conseil national du Safi annoncé avoir chargé son Bureau national de déposer un préavis de grève pour renouer avec la protestation.

[بعد إعلان الرئيس تبون 2022 "سنة إقلاع" .. الوزير الأول :](#)

[استكمال الإصلاحات وتحسين القدرة الشرائية](#)

\* رفع التجميد عن المشاريع الخالقة للثروة ومناصب الشغل

\* مراجعة النقطة الاستدلالية للتوظيف العمومي قبل نهاية أفريل

\* استبدال الواردات بالسلع الوطنية.. وفرض تسيير أكثر شفافية ونجاعة

أعلن الوزير الأول، وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان، أول أمس، خلال إشرافه على تسليم الاعتمادات المالية لمختلف الدوائر الوزارية، التي تم تخصيصها بموجب قانون المالية لسنة 2022، عن إجراءات هامة، تستجيب لإرادة الحكومة في استكمال الإصلاحات المالية والاقتصادية، لاسيما بعد إعلان رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، 2022 "سنة إقلاع اقتصادي". وتركز هذه الإجراءات بالخصوص على استكمال مراجعة التشريعات والقوانين وتحسين القدرة الشرائية للمواطن مع تشجيع خلق الشغل واثروة.

[الوزير الأول يعلن عن موعد مراجعة النقطة الاستدلالية للأجور](#)

أكد الوزير الأول وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان، الخميس، أن مراجعة النقطة الاستدلالية سيكون قبل شهر أفريل 2022 للإسراع في تحسين القدرة الشرائية. وأوضح بن عبد الرحمان خلال إشرافه على توزيع الأغلفة المالية أن مصالحه تبنت منها متفائلا وصارما في إعداد ميزانية 2022 الذي يرتقب أن تشهد عودة الانتعاش الاقتصادي.



### بعد تقريره السو داوى عن الجزائر.. البنك الدولي يصدر أول تعليق

رد البنك الدولي على مقالات صحفية هاجمته بعد تقريره المتعلق برصد الوضع الاقتصادي في الجزائر، قائلا أنها تضمنت معلومات غير دقيقة حول محتويات التقرير. وقال البنك في بيان له أن "مجموعة البنك الدولي هي مؤسسة إنمائية دولية، الجزائر عضو مهم فيها وموظفو وإدارة مجموعة البنك الدولي يخدمون أغراض المؤسسة فقط."



### تعلية جديدة تخص ودائع الأشخاص والتجار والمصدرين

#### 9 شروط لتعويض حسابات "الدوفيز" للجزائريين

حدّد بنك الجزائر، وفق تعلية جديدة موقعة من طرف المحافظ رستم فاضلي تضمّن 9 مواد، كيفية تعويض إيداعات حسابات العملة الصعبة للأشخاص الماديين المتمتعين بجنسية جزائرية، المقيمين وغير المقيمين وأيضاً حسابات "الدوفيز" للتجار والمصدرين. وحسب تعلية صادرة تحت ترقيم 01 / 2022 بتاريخ 5 جانفي الجاري، تلقت "الشروق" نسخة عنها، والخاصة بتحديد شروط تعويض إيداعات حسابات العملة الصعبة للأشخاص الماديين بجنسية جزائرية مقيمة وغير مقيمة، وأيضاً حسابات العملة الصعبة للتجار والمصدرين، فإنّ المادة الأولى تنص على أن إيداع الأموال في الحسابات بالعملة الصعبة على المدى الطويل الخاصة بالأشخاص الماديين، يخضع للتعويض بنسبة معيّنة تحدّد من طرف بنك الجزائر.



### لشراء شقق وسيارات BDL.. يطلق خدمات الصيرفة الاسلامية

يستعد بنك التنمية المحلية، لإطلاق خدمات الصيرفة الاسلامية تحت اسم "البديل"، وذلك بداية من يوم الإثنين القادم.

وتأتي هذه الخطوة، سعياً من البنك، لتقديم منتجات بنكية جديدة تتلاءم مع متطلبات واحتياجات المواطنين. وأوضح بيان للبنك، اليوم السبت، أنه سيتم في المرحلة الأولى، اطلاق 9 شبائيك اسلامية "البديل" على مستوى 5 ولايات من الوطن.



### الوزير الأول يدعو لوقف نزيف الكفاءات الطبية نحو الخارج

دعا الوزير الأول وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان، اليوم السبت، في كلمة ألقاها في الملتقى الوطني لعصرنة المنظومة الصحية اليوم بالمركز الدولي للمؤتمرات عبد اللطيف رحال، إلى ضرورة إيقاف النزيف نحو الخارج، مضيفاً أن تركيبة المنظومة الصحية الحالية تستطيع رفع التحدي ووقف التحويلات نحو الخارج.

## COMPTES DEVISES

### Nouvelle instruction relative aux conditions de rémunération

La Banque d'Algérie (BA) a dévoilé, dans une nouvelle instruction publiée sur son site web, les nouvelles conditions de rémunération des dépôts sur comptes devises. Il s'agit de l'instruction n° 01-2022, du 5 janvier 2022, relative aux conditions de rémunération des comptes devises, signée par le gouverneur de la Banque centrale, Rosthom Fadli. Cette instruction a pour objet de définir "les conditions de rémunération des dépôts sur comptes devises des personnes physiques de nationalité algérienne résidentes et non résidentes, des personnes physiques de nationalité étrangère résidentes et non résidentes, ainsi que les comptes devises commerçants et exportateurs", explique la même source. Elle stipule, à cet effet, que "les dépôts à terme des personnes physiques sont rémunérés au taux de placement fixé par la Banque d'Algérie", précisant que "les avoirs en comptes devises commerçants et exportateurs ne peuvent faire l'objet de dépôt à terme et ne donnent lieu à aucune rémunération". Notant que "la durée maximale d'un dépôt à terme est de 12 mois", l'instruction informe qu'"une décision de la Banque d'Algérie fixera, au début de chaque trimestre civil, les taux de placement à terme". Le document souligne également que "les contrats de dépôts à terme sont fermes et non révisables", ajoutant que "toute résiliation anticipée dudit contrat par le souscripteur entraînera la perte de toute rémunération". S'agissant des Banques, la nouvelle instruction relève qu'elles "perçoivent, au titre de la gestion des comptes devises ouverts et fonctionnant sur leurs livres, une commission de gestion fixée à 0,50% l'an, versée en dinars Algériens". Cette rémunération, ajoute l'instruction, "est calculée sur le solde moyen annuel de l'ensemble des comptes devises gérés par leurs services, et leur est versée une fois par an et ce, à partir du début de chaque exercice au titre de l'année venant de s'écouler". "Le solde moyen annuel des comptes devises sous gestion des banques est déterminé sous sa responsabilité", souligne la Banque d'Algérie. Elle a, ainsi, expliqué qu'"elle (BA) prend à sa charge les rémunérations des comptes devises dans les conditions et limites fixées par la présente instruction". Précisant que "la présente instruction entre en vigueur à compter du 2 janvier 2022", la Banque d'Algérie a annoncé que "les dispositions de l'instruction n° 01/BA/DGRFE du 20 février 1991 et toute autre disposition contraire à la présente instruction sont abrogées".

R.N.

## FINANCE ISLAMIQUE

# La BDL lancera demain son service « El Badil »

La Banque de développement local (BDL) a annoncé le lancement de services bancaires islamiques sous le nom « El-Badil », à partir du lundi 10 janvier, dans le but de fournir de nouveaux produits bancaires qui répondent aux exigences et aux besoins des citoyens, a rapporté ce samedi 8 janvier 2022 l'agence officielle citant un communiqué de la banque publique. Dans une première étape, « El Badil » sera proposée sous forme de guichets au niveau de neuf agences de cette banque

publique. Il s'agit de 5 agences à Alger, à savoir celles de Staouéli (158), Alger-Centre (107), Sidi Yahia (114), Baraki (108) et Hussein Dey (104), en plus des agences de Constantine (318), Ghardaïa (185), Oran (420) et Sétif (374), précise le communiqué. Ces neuf guichets islamiques seront opérationnels progressivement durant le mois de janvier en cours et atteindront un total de 50 d'ici la fin de l'année, avance la même source.

El « Badil » prévoit neuf produits certifiés par

l'Autorité charaïque nationale de la Fetwa pour l'industrie de la finance islamique et le Comité de contrôle charaïque de la banque.

Il s'agit des produits Ijara Mountahia Bitamlik, Mourabaha véhicule, Mourabaha consommation, Mourabaha investissement pour les entreprises, Mourabaha exploitation pour les entreprises, compte courant islamique, compte chèque islamique, compte d'épargne islamique et dépôt en compte d'investissement « Mudarabah », conclut le communiqué. **R.N.**

CODE DES MARCHÉS PUBLICS

## Goumiri plaide pour la révision des procédures d'appels d'offres

**L'amélioration** de l'efficacité du système de passation des marchés publics est un enjeu majeur au vu du volume financier en jeu, d'où l'impératif de l'optimisation des marchés, de l'amélioration de la réglementation et de la pratique des entités publiques. De nombreux opérateurs économiques se sont toujours plaints du manque de transparence et d'équité dans l'octroi des marchés.

A ce sujet, l'expert en économie Mourad Goumiri fait remarquer que «le Premier ministre parle de transparence et d'efficacité dans la gestion des finances publiques», ce qui signifie que l'actuel code des marchés publics n'est ni transparent ni efficace. «En termes de transparence, les administrations centrales et locales doivent rendre transparentes les décisions des commissions de marchés qui détiennent ce pouvoir discrétionnaire», lance-t-il. Pour lui, «il faut revoir les procédures d'appels d'offres, introduire



des règles relatives au gré à gré, l'éligibilité et l'infructuosité qui paraissent dans nos journaux tous les jours pour assurer la transparence». En termes d'efficacité, il déplore les délais prohibitifs de plusieurs années dans certains cas. Outre le problème de la qualité des ressources humaines chargées de la mise en œuvre des contrats, Goumiri soulève celui du contrôle et du suivi de tout cet arsenal législatif et réglementaire qu'il

faut, insiste-t-il, «dépeussier». «L'ensemble du dispositif doit être revu et non simplement quelques articles qui posent problème», assène-t-il.

### FAUT-IL GÉNÉRALISER LE GRÉ À GRÉ ?

Faut-il revoir le mode de passation des marchés publics ? Faut-il privilégier le gré à gré au lieu de l'appel d'offre ? Pour l'expert, «le gré à gré focalise l'attention, mais c'est l'arbre qui cache la forêt. Il fait partie des procédures dans certaines conditions qu'il faut strictement définir, de manière à barrer la route aux abus sans cependant les interdire».

«Par contre, l'appel à la concurrence (appel d'offres) est une nécessité absolue pour obtenir un coût raisonnable», ajoute-t-il. A l'en croire, le véritable problème réside dans les avenants qui obèrent les marchés. «On constate, a posteriori, que les marchés sont octroyés à un prix et s'arrêtent à mi-chemin ou bien font l'objet d'une révision des prix hors barème réglementaire par

avenants interposés», souligne-t-il. Au final, le coût initial se retrouve multiplié par deux, sinon trois fois ! «Ce sont des perversions qu'il faut éradiquer dans le cadre de la révision du code des marchés», conclut l'expert.

Le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) a déjà évoqué la question lors d'un séminaire sous le thème «L'investissement et le droit international économique : les contrats d'Etat» qui s'est tenu en juin dernier.

Son président, Rédha Tir, s'est dit favorable aux contrats de gré à gré dans les contrats d'investissement. Le Cnese a estimé que le mode d'appels d'offres souffre de plusieurs carences. Selon le Cnese, il est nécessaire de prendre en compte les répercussions économiques engendrées par ce mode de passation, appliqué depuis plus de deux décennies, pour pouvoir rédiger de nouvelles règles.

■ Wassila Ould Hamouda

## EDITORIAL

Des décisions importantes, susceptibles de conférer davantage de transparence ont été prises par le Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, lors de la cérémonie de remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels, au titre de la loi de finances 2022. C'est là une option dictée par les impératifs d'une politique budgétaire visant la rationalisation de la dépense publique et la préservation des ressources de l'État. Un nouvel élan est ainsi recherché à l'effet d'éviter les dysfonctionnements et les perturbations récurrents dans la cadence de mise en œuvre des affectations et dans la conduite des projets. Par exemple, les ordonnateurs doivent pouvoir mettre en œuvre le budget sur toute l'année sans recourir à des périodes complémentaires. Le projet de loi portant révision des dispositions générales du code des marchés publics est une autre avancée à mettre à l'actif de la transparence, pour asseoir une concurrence saine, en plus du gain de temps et de l'économie des coûts, mais surtout pour combattre la corruption. La publication, via un portail électronique, d'un programme prévisionnel

## TRANSPARENCE

des projets de marchés publics devant être lancé cette année permettra d'informer les opérateurs pour se préparer à investir. Le gouvernement rejettera dorénavant toute demande de réévaluation d'un projet de plus de 10% du montant alloué initialement quand on sait que ces réévaluations occasionnaient des surcoûts exorbitants pour le Trésor public. Il a souligné, dès lors, la nécessité de prôner l'efficacité totale dans les dépenses publiques et la réalisation des projets, insistant sur le strict contrôle de la maturation des études avant le lancement des projets. «Il faut veiller scrupuleusement à suivre la nouvelle méthode d'exécution des budgets et s'abstenir de signer des ordres de service avant de s'assurer de la disponibilité de tous les moyens dans le cahier des charges», a-t-il affirmé. Il est, par ailleurs, fait état du parachèvement de l'élaboration du nouveau projet de loi sur la comptabilité publique, qui se substituera à la loi N°90-21. Les ministères ne seront donc plus autorisés à prolonger les délais d'exécution du budget au titre d'une année financière

considérée à l'année suivante, comme c'était le cas auparavant. En outre, est annoncé le dégel, à partir de cette année, de tous les projets publics et privés créateurs de richesse et d'emploi, et le remplacement des produits importés par des produits nationaux, pour ne pas être impactés par les convulsions des marchés extérieurs. Concrétiser et consacrer les bonnes pratiques dans le domaine des finances publiques est devenu incontournable, aucun État n'y échappe. Pour le gouvernement algérien, l'objectif est de passer du modèle de gestion des moyens à celui de la gestion en fonction des objectifs et résultats. Le Président Tebboune a affirmé récemment que la nouvelle année sera celle du décollage économique dans une Algérie nouvelle qui recourt à ses capacités, ouverte à la coopération avec tous les partenaires sur la base des intérêts communs. Il n'est désormais plus question de gaspiller les énergies et les efforts sur des questions marginales, mais de réunir les conditions d'une relance nationale avec une vision inclusive en vue d'adapter l'économie aux normes de compétence.

EL MOUDJAHID

## افتتح الملتقى الوطني لتجديد المنظومة

# الوزير الأول يؤكد على معالجة استعجالية لاختلالات الصحة

للموارد الوطنية المتوفرة، سواء كانت مادية أو بشرية. وتطرق إلى أهم النقاط التي ستعالجها الورشات الثماني والمتعلقة بحوكمة وتسيير المؤسسات الصحية ومراجعة القوانين الأساسية لمهنيي الصحة، وكذا تحسين ظروف عملهم وتكوينهم وتنويع أنشطة المؤسسات الصحية وتوفير المواد الصيدلانية والتجهيزات الطبية، بالإضافة إلى تنظيم الخدمات الوطنية للمعلومات والرقمنة في قطاع الصحة.

2, 34% إلى 75,9%.

### بن بوزيد، نظام جديد يعتمد حوكمة فعالة

أكد وزير الصحة والسكان وإصلاح المستشفيات عبد الرحمن بن بوزيد، أن أشغال الملتقى الوطني ستبتثق عنها توصيات هامة ستعرض على رئيس الجمهورية من أجل وضع الأنبيات الضرورية لإقامة المنظومة الصحية المنشودة في البلاد. قائلًا إن هذا اللقاء التقيمي لقطاع الصحة يعد نقطة انطلاق لأخذ نفس جديد وإعادة بعث النظام الصحي.

أضاف وزير الصحة في كلمة ألقاها بمناسبة انطلاق فعاليات الملتقى الوطني حول تجديد المنظومة الصحية، المنظم تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية بقصر المؤتمرات عبد الطيف رحال، أنه سيكون حجر الأساس للقضاء على معاناة المريض وتسهيل حصوله على العناية الطبية المناسبة، في ظروف ملائمة، بالإضافة إلى تحسين ظروف عمل مستخدمي القطاع.

وأضاف بأن دعوة الفاعلين في قطاع الصحة، تهدف إلى المساهمة في طرح كينيات النهوض بالمنظومة الصحية وذلك في إطار تنفيذ توصيات ومساعي رئيس الجمهورية الرامية إلى تعزيز الرأس المال البشري وتحسين مستوى الخدمات الصحية، مشيرًا إلى مشاركة 700 فاعل يمثلون القطاع في هذه المحطة الأخيرة لسلسلة اللقاءات التحضيرية على المستويين الجهوي والولائي، بهدف تشخيص الوضع والواقع الصحي وإيجاد حلول عملية. في ذات السياق، أوضح بن بوزيد أن تحقيق هذا المسعى يستدعي وضع نظام جديد للصحة يعتمد على حوكمة فعالة، تركز على استقلال أجمع

ميرزا العناية التي يوليها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون لإصلاح قطاع الصحة وتطوير طريقة تسيير النظام الصحي، بالاعتماد على أدوات ووسائل التخطيط الصحي وإدخال نظم المعلومات والبيانات المحاسبية والتقييم ومراقبة التسيير المالي والإداري.

ونقى الوزير الأول وزير المالية، أن تكون النقائس المسجلة في المنظومة الصحية راجعة إلى قلة الإمكانيات التي توفرها الحكومة، كاشفا عن تخصيص 1.150 مليار دينار في 2021، بالإضافة إلى إحصاء 629 هيكل صحي وبناء 15 مركزًا استشفائيًا جامعيًا و237 مؤسسة للصحة الجوارية، قائلًا إن هذه الجهود المبذولة حققت حسنًا في العديد من المؤشرات الصحية ولكن تبقى غير كافية.

وتابع بأن عدد المناصب المخصصة لممارسي الصحة، ارتفع من 863.234 في سنة 2010 إلى أكثر من 654.373 منصب في 2021، منها أن إجراءات تجميد التوظيف التي اتخذتها السلطات العمومية لم تمس قطاع الصحة، مشيرًا إلى عدد الممارسين الاستشفائيين والذي يتجاوز 56.700 ممارس و5800 أستاذ جامعي و15.500 ممارس طبي متخصص و26.440 طبيب عام، إلى جانب 2.156 صيدي وأزيد من 7 آلاف جراح أسنان.

ويخصوص الإجراءات التعاقدية بين مؤسسات الصحة العمومية وهيئة الضمان الاجتماعي. أوضح بن عبد الرحمان أنه يتم تحديثها باستمرار، وفقًا لاعتبارات إدارية، دون مراعاة عدد الأشخاص المؤمن لهم والمستفيدين من الخدمات الصحية، مشيرًا إلى أن المساهمات وصلت إلى 102 مليار دينار في آخر سنة 2021، متوفاً إلى الارتفاع الكبير الذي عرفته حصة مساهمة الدولة في التمويل من

دعا الوزير الأول وزير المالية أيمن بن عبد الرحمان، إلى العمل على تحسين وضع المنظومة الصحية وإدخال إصلاح عميق وشامل يركز على الأخذ بالاحتيايات الحاجيات الفعلية لكل منطقة، بناء على تشخيص دقيق للواقع الصحي والخروج بحلول عملية وقابلة للتطبيق على أرض الواقع.

### سونيا طلبة

قال الوزير الأول في كلمته خلال افتتاح الملتقى الوطني حول تجديد المنظومة الصحية والذي نظم تحت رعاية رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، إن الوضع الحالي للنظام الصحي في البلاد يقتضي إعداد خارطة صحية جديدة متوازنة ومنصفة، تفضي إلى الاستجابة لتطلعات المواطنين في الحصول على تغطية صحية ذات نوعية، مشيرًا إلى أن المواطن لم يعد بحاجة إلى الاستماع إلى توصيات نظرية تتعلق بالمشاكل التي يعرفها القطاع.

وأكد بن عبد الرحمان، أن الحكومة تتعامل مع الملف الصحي بكل جدية وصرامة للمضي قدما في تحسين وضع القطاع وضمان المعالجة الاستعجالية لكل الاختلالات، مضيفًا أن أشغال الملتقى الوطني لتجديد المنظومة الصحية ستخرج بتوصيات هامة ونتائج ملموسة يمد تحديد أولويات التشخيص الدقيق والجوانب الكفيلة للخروج بحلول عملية والشروع الفعلي في تطبيقها ميدانياً.

وشدد الوزير الأول على ضرورة أخلفة المنظومة الصحية، بتحسين ظروف استقبال المرضى في المؤسسات الصحية والقضاء على مظاهر المحسوبية والعلاقات الشخصية،

تحت اسم «البديل»

## بنك التنمية المحلية يُطلق خدمات الصيرفة الإسلامية

أعلن بنك التنمية المحلية، أمس، في بيان له، عن إطلاق خدمات الصيرفة الإسلامية تحت اسم «البديل»، بداية من الاثنين 10 جانفي، سعيا منه لتقديم منتجات بنكية جديدة تتلاءم مع متطلبات واحتياجات المواطنين.

في المرحلة الأولى، سيتم إطلاق تسعة (9) شبابيك إسلامية «البديل» على مستوى خمس ولايات من الوطن. ويتعلق الأمر بولاية الجزائر العاصمة التي سيطلق فيها شباك «البديل» بكل من وكالات اسطاوالي (158) والجزائر وسط (107) ويراقي (108) وسيدي يحي (114)، إضافة إلى وكالة حسين داي (104).

كما سيتم إطلاق نوافذ الصيرفة الإسلامية أيضا على مستوى وكالة قسنطينة (318) ووكالة غرداية (185) وكذا وكالة وهران (420) ووكالة سطيف (374).

وأوضح البنك العمومي، أن هذه

الشبابيك الإسلامية التسعة، ستدخل حيز الخدمة «تدرجيا» خلال الشهر الجاري، في انتظار أن يصل المجموع إلى خمسين (50) شبাকা إسلاميا نهاية سنة 2022.

ويعرض بنك التنمية المحلية من خلال شبابيك «البديل» تسعة (9) منتجات مطابقة لمبادئ الشريعة الإسلامية ومضائق عليها من طرف الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية وهيئة الرقابة الشرعية للبنك، وتتمثل هذه المنتجات في «إجارة عقارية منتهية بالتمليك» للأفراد و«مراوحة سيارات» للأفراد و«مراوحة استهلاك» للأفراد و«مراوحة الاستثمار» للمؤسسات وكذا «المراوحة استغلال» للمؤسسات.

كما تشمل منتجات «الحساب الجاري الإسلامي» و«حساب الشيك الإسلامي» و«حساب الادخار» و«ودائع حساب الاستثمار بالمضاربة».

الدولار في مستوى 195 دينار والأورو يرتفع إلى 218 دينار

## صعود صاروخي للورقة الخضراء في "السكوار"

تشهد السوق الموازية للعملة الصعبة تقلبات وفوارق في أسعار الصرف، لاسيما بالنسبة لأبرز العملات الأجنبية مقابل الدينار الجزائري. ففي وقت ارتفعت العملة الأوروبية الموحدة "الأورو" إلى حدود 218 دينار مقتربة من سقف 220 دينار جزائري، بلغ تداول الورقة الخضراء الدولار 195 دينار جزائري بالنسبة لتداولات 7 و8 جانفي الجاري.



ارتفاع الطلب يساهم في التأثير على سعر الصرف بين الدينار والعملات الرئيسية المتداولة

لدى البنك المركزي نحو 458.21 دينار جزائري للشراء، و459.47 دينار جزائري للبيع، بينما بلغ سعر صرف الدينار مقابل اليوان الصيني 21.78 دينار للشراء و21.79 دينار للبيع. ح. ص

تداول العملة الصعبة في السوق الموازية 08 جانفي 2022

العملة	شراء	بيع
الأورو	216.00	218.00
الدولار الأمريكي	193.00	195.00
الدولار الكندي	147.00	150.00
الجنه الأسترالي	248.00	250.00
الفرنك السويسري	205.00	208.00
الليرة التركية	13.00	11.00
اليوان الصيني	26.00	29.00
الريال السعودي	48.00	50.00
الدرهم الإماراتي	50.00	52.00
الدينار التونسي	65.00	67.00
الدرهم المغربي	18.00	20.00
الجنه المصري	09.00	11.00

الدينار الأكثر بروزا في بداية السنة، وهو نتاج توجه شريحة من التجار والمعاملين بالخصوص إلى التعاملات مع البلدان التي تتعامل أكثر بالورقة الخضراء، والتوجه إلى أسواق مثل الصين وتركيا وحتى دبي الإماراتية، يضاف إلى ذلك ارتفاع الدولار الأمريكي مقابل الأورو. وعلى صعيد التعاملات الرسمية ووفقا للتقديرات الإحصائية لبنك الجزائر للفترة 08-10 جانفي 2022، بلغ سعر صرف الدولار الأمريكي عند الشراء 138.88 دينار وعند البيع 138.90 دينار، كما بلغ سعر صرف الأورو عند الشراء 156.91 دينار وعند البيع 156.95 دينار. بالمقابل قدر سعر صرف الجنه الأسترالي لدى بنك الجزائر المركزي بـ 248.58 دينار للشراء و249.67 دينار للبيع، وبلغ سعر الريال السعودي لدى بنك الجزائر المركزي 48.97 دينار للشراء و49.98 دينار للبيع. وقدر سعر الدرهم الإماراتي في التعاملات لدى بنك الجزائر المركزي إلى 50.80 دينار للشراء، و51.82 دينار للبيع. وبلغ سعر الدينار الكويتي

حفيظ صوالي

تشهد السوق الموازية للعملة التي تعد أهم بارومتر في مجال التعاملات لسعر الصرف انتعاشا مع بداية السنة الجديدة، لاسيما بالنسبة للورقة الخضراء الدولار الأمريكي، كانعكاس للمطلب المتزايد الذي بدأت ملامحه تتضح خلال الثلاثي الأخير من سنة 2021 مع عودة الرحلات الجوية والبحرية أيضا بعد فترة ركود متصلة بتداعيات جائحة كورونا، فضلا عن تدابير الحجر الصحي وغياب نشاط النقل. ويعرف سوق العملة انتعاشا، حيث انتقل سعر الدولار من 179-181 دينار للدولار الواحد في أكتوبر إلى 186-189 دينار في نوفمبر، وقدر في ديسمبر بـ 191-194 دينار، بينما أضحي يتداول في مستوى 193-195 دينار.

بالمقابل قفزت العملة الأوروبية الموحدة "الأورو" من 202-204 دينار للأورو الواحد إلى 216-218 دينار للأورو الواحد، ثم 216-218 دينار. أما الجنه الأسترالي، فقد بلغت التعاملات في السوق الموازية لسعر العملات في الجزائر، 240-243 دينار للجنه الواحد مقابل 238-241 دينار للجنه الواحد، وواصل ارتفاعه في ديسمبر ما بين 246 و249 دينار للجنه الواحد، وفي جانفي قدر بـ 248-250 دينار للجنه. بالمقابل بلغ سعر صرف الدولار الكندي 140-143 دينار للدولار الكندي الواحد مقابل 138-140 دينار للدولار. ويشهد في ديسمبر ارتفاعا إلى 143-147 دينار للدولار الكندي، وقدر في مستوى 146-148 دينار.

ويساهم ارتفاع الطلب في التأثير على سعر الصرف بين الدينار والعملات الرئيسية المتداولة، كما ساهم توسع عدد الرحلات وتنقل الأفراد في انتعاش بورصة السكوار مجددا، كما أن هنالك توجهات شيما يفضّل لجوء بعض المواطنين إلى تحويل العملة الوطنية إلى عملات أجنبية، لاسيما مع الانخفاض في قيمة الدينار. ويبقى تطور سعر صرف الدولار مقابل

## الخبير المالي والاقتصادي عبد الحميد علوان لـ "الخبر" "قيمة الدينار أسيرة الاقتصاد الضعيف وانهيار احتياطي الصرف"



عبد الحميد علوان

الطلب عليها في ظل التبعات التي فرضتها الأزمة الصحية ذات العلاقة بفيروس كورونا، لاسيما من خلال غلق رحلات التنقل بين الدول التي عادة ما كانت ترفع حجم الطلب على العملة الصعبة، قال عبد الحميد علوان إن هذه الجزئية "ناهضة"، إذ أن المعادلة تأخذ أيضا مؤشر العرض قبل الطلب، ومن ثمة، فإن مستويات المعروض من هذا النوع من العملات تقلص بشكل كبير جراء نفس الأسباب، مستدلا بعدم دخول العدد الكبير من المهاجرين الممثلين للجالية الجزائرية في الخارج الذين يعتبرون أحد أهم مصادر العملة الصعبة التي تقدي السوق الموازية.

ومن الناحية المقابلة، قال الخبير الاقتصادي إن سد الطريق أمام انهيار قيمة العملة الوطنية في السوق الموازية، مرهون بالقضاء على هذه الممارسات على العموم، وهو الأمر الذي استبعد في ظل العجز من الناحية الواقعية، فإصرار السلطات العمومية على المواصلة في تفعيل منحة سياسية لا تتجاوز 85 أورو سنويا في أحسن الظروف، تدفع المواطنين دفعا نحو الاستنجاذ بتجار العملة في السوق السوداء، وبالتالي يبقى هذا الخيار قائما بصرف النظر عن مستوى سعر العملة الأجنبية بها.

سعيد بشار

● ربط الخبير المالي والاقتصادي انهيار سعر صرف الدينار في السوق الموازية بمؤشرين أساسيين تضاف إليهما مجموعة من المعطيات ذات البعد الثانوي، قال إن الأول متعلق بقوة الاقتصاد الوطني وقدرته على الإنتاج، مشيرا إلى أن الاقتصاد الجزائري يفقد لهذه الميزة في ظل اعتماده شبه الكامل على الريع النفطي، أما المؤشر الثاني فيتعلق بحجم احتياطيات الصرف الوطنية من العملات الأجنبية، كونها عرفت خلال السنوات القليلة الماضية ذوبانا أدى إلى تراجعها بوتيرة متسارعة.

وفي السياق التوضيح، أشار المتحدث إلى قاعدة تنص على أن العملة بشكل عام تعتبر كسلعة، ومن ثمة كلما ارتفع الطلب عليها ارتفعت قيمتها والعكس، ومن هذا المنطلق فإن اعتبار الاقتصاد الوطني ريعي بالمقام الأول، كونه غير قادر على إنتاج قيمة مضافة أو ثروة، يجعل الطلب على هذه العملة غير وارد، بالموازاة مع تأثير انخفاض مستوى الاحتياطي من الصرف. وأورد في هذا الشأن دليلا على كون قيمة الدينار المحلي أعلى حين كان المخزون الوطني من العملة الأجنبية يفوق 200 مليار دولار، قبل أن يضيّف أن كل المؤشرات الاقتصادية تستبعد ارتفاع الاحتياطي الوطني في الأفق القريبة، لاسيما النظر إلى مستوى سعر البرميل الذي لا يتجاوز 80 دولارا، فيما ترتفع التزامات الحكومة لتجعل من السعر المثالي لتحقيق التوازن المنشود اقتصاديا وماليا أكثر من هذا بكثير. وفي رده حول استمرار ارتفاع سعر صرف العملات الأجنبية في السوق السوداء، وفي مقدمتها الدولار الأمريكي والعملة الأوروبية الموحدة، على الرغم من تراجع

## لتعويض موارد الخزينة العمومية

# "نحو تمويل السكنات من مدخرات الأسر"

أعلن المدير العام للصندوق الوطني للسكن، أحمد بلعياط، أنه سيتم عن قريب تحويل الصندوق إلى مؤسسة مالية بغية الإسهام في تمويل السكن عبر موارد أخرى غير ميزانية الدولة.

مصطفى . ب

جميع دول العالم فإن المورد المستقر الذي يسمح بتمويل السكن هو ادخار الأسر.

وحرص المدير العام للصندوق الوطني للسكن على التأكيد بأن "المعادلة الادخار - السكن ليست بإبداع ولا تخليا عن مكاسب"، مذكرا بأنه انطلقا من 1998 تم التخلي عن قاعدة الادخار.

وشرح نفس المسؤول يقول إن "الادخار - السكن كان القاعدة في سنوات السبعينات، فكانت وضعية المدخر الشرط الضروري للاستفادة من أي سكن يبادر به قطاع السكن، فقد كان تمويل مختلطا، الخزينة وصندوق الادخار"، مضيفا أنه في 1973 أطلقت السلطات العمومية صيغة البيع بالإيجار.



العمومية. وقال إن المخطط الجديد سيرافق بتقييم دقيق للطلب وبجهاز منح إعانات أكثر فعالية لصيغ السكنات التي سيتم وضعها.

وأضاف بلعياط أنه "يجب ألا ننسى أن الادخار أصبح منتجا تجاريا تتنافس عليه جميع البنوك منذ أن ألغينا هذا الرابط بين الادخار والحصول على السكن"، مضيفا أنه في

غير أن الصندوق الوطني للسكن، حسب نفس المصدر، يؤكد بلعياط، "لا يطمح لأن يكون بنكا بالشباك ولا بنكا تجاريا تقليديا"، معتبرا أن مهمته كمؤسسة مالية تكمن في تنظيم جمع توفير العائلات عبر الشبكات البنكية ووكالات بريد الجزائر، وبالتالي تمكين الدولة من تمويل السكن عبر موارد أخرى غير الخزينة

● قال المسؤول إنه "سيتم في المرحلة المقبلة تحويل هذا الصندوق إلى مؤسسة مالية في إطار فلسفة جديدة لإنتاج السكنات"، مضيفا أن الصندوق الوطني للسكن يتطلع، من خلال التحول إلى مؤسسة مالية، إلى التمرکز في معادلة "التوفير-الحصول على سكن".

وأشار المسؤول، في تصريح له نشر في العدد الأخير من مجلة الصندوق الوطني للسكن، إلى أنه يتعين على الصندوق من الآن "التفكير في طرح منتجات جديدة لجمع هذا التوفير وتمويل السكن عبر موارد أخرى غير ميزانية الدولة"، مضيفا أن "هذا لا يمنع من اقتراح منتجات مالية أخرى في السوق".

لتقديم منتجات بنكية جديدة تتلاءم مع متطلبات واحتياجات المواطنين

## بنك التنمية المحلية يطلق خدمات الصيرفة الإسلامية تحت اسم "البديل"

التسعة، ستدخل حيز الخدمة "تدرجياً" خلال الشهر الجاري في انتظار أن يصل المجموع إلى خمسين ( 50 ) شباكاً إسلامياً نهاية سنة 2022. ويعرض بنك التنمية المحلية من خلال شبائيك " البديل" تسعة ( 9 ) منتجات مطابقة لمبادئ الشريعة الإسلامية ومصادق عليها من طرف الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية وهيئة الرقابة الشرعية للبنك، وتمثل هذه المنتجات في "أجرة عقارية منتهية بالتمليك" للأفراد و"مرايحة سيارات" للأفراد و"مرايحة استهلاك" للأفراد و"مرايحة الاستثمار" للمؤسسات وكذا "المرايحة استغلال" للمؤسسات. كما تشمل منتجات "الحساب الجاري الإسلامي" و"حساب الشيك الإسلامي" و"حساب الادخار" و"ودائع حساب الاستثمار بالمضاربة".

■ لعياد ح

■ أعلن بنك التنمية المحلية، أمس في بيان له، عن إطلاق خدمات الصيرفة الإسلامية تحت اسم "البديل"، بداية من الاثنين 10 جانفي، سعياً منه لتقديم منتجات بنكية جديدة تتلاءم مع متطلبات واحتياجات المواطنين. وحسب البيان الذي تسلمته "الفجر"، في المرحلة الأولى، سيتم إطلاق تسع (9) شبائيك إسلامية "البديل" على مستوى خمس ولايات من الوطن.

ويتعلق الأمر بولاية الجزائر العاصمة التي سيطلق فيها شبائك "البديل" بكل من وكالات اسطاوالي ( 158 ) و الجزائر وسط (107) و براقي (108) وسيدي يحي (114) إضافة إلى وكالة حسين داي (104). كما سيتم إطلاق نوافذ الصيرفة الإسلامية أيضاً على مستوى وكالة قسنطينة (318) ووكالة غرداية (185) كذا وكالة وهران (420) ووكالة سطيف (374). وأوضح البنك العمومي ان هذه الشبائيك الإسلامية

دعا منظومة صحية تستجيب لتطلعات المواطنين، بن عبد الرحمان،

## يجب وقف نزيف تحويل المرضى إلى الخارج للعلاج

المؤشرات الصحية رغم أنها «تبقى غير كافية»- «أن المنظومة الصحية مطالبة بالانخراط في النهج الذي اعتمده الدولة في عصرنة التسيير العمومي والانتقال إلى تسيير مبني على النتائج».

إلى ذلك أكد أن مخرجات المنتدى ستشكل «ورقة طريق عملية سيتم تجسيدها على أرض الواقع»، وذلك بالارتكاز على إجراءات تتعلق بـ«أنسنة القطاع الصحي، تحسين التغطية الصحية للسكان، تعزيز تكوين مهنيي القطاع، الوقاية ومكافحة الأمراض المتنقلة والتكفل بالأمراض غير المتنقلة والعمل على تقليل نسبة الوفيات». وأعتبر الوزير الأول أنه «بات من الضروري إيقاف نزيف تحويل المرضى إلى الخارج للعلاج، وذلك من خلال تحسين نوعية الخدمات الصحية بالاعتماد على الكفاءات البشرية التي يزخر بها القطاع». وحيثما بن عبد الرحمن بدأت المناسبة، مستخدماً الصحة نظير مجابتهم للأزمة الصحية وترحم على أرواح شهداء الواجب من أبناء القطاع.

أكد الوزير الأول، وزير المالية، أمين بن عبد الرحمان على ضرورة «إعداد خارطة طريق جديدة متوازنة ومنصفة تفضي إلى منظومة صحية تستجيب لتطلعات المواطنين في تغطية صحية جيدة وفق المعايير الدولية».

ودعا في كلمته، أمس، خلال افتتاح المنتدى الوطني لتجديد المنظومة الصحية الذي يجري أشغاله بالمركز الدولي للمؤتمرات المشاركين إلى «إقترح حلول عملية وعملياتية لأخلفة المنظومة الصحية وعصرنة حوكمتها». مبرزا أن هذا اللقاء يندرج ضمن سلسلة الندوات التي عكفت الحكومة على تنظيمها تنفيذا لتعليمات رئيس الجمهورية في إطار ورشات الإصلاحات الهيكلية الكبرى».

وأضاف الوزير أن هذا الحدث يرمي إلى تجسيد التزامات رئيس الجمهورية بإدخال إصلاح عميق وشامل يرتكز على مراجعة الخارطة الصحية وتصويبها باعتماد معايير عصرية بناء على تشخيص دقيق ومعطيات موضوعية». وقال بن عبد الرحمن- بعد إشارته إلى تحسن

من خلال تحسين نوعية الخدمات الصحية .. بن عبد الرحمن :

## إيقاف نزيف تحويل المرضى إلى الخارج للعلاج ضرورة

□ نحو منظومة صحية تستجيب لتطلعات المواطنين

اعتبر الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن، أنه بات من الضروري إيقاف نزيف تحويل المرضى إلى الخارج للعلاج، وذلك من خلال تحسين نوعية الخدمات الصحية بالاعتماد على الكفاءات البشرية التي يزخر بها القطاع.

لبناء نظام صحي جديد قادر على تلبية احتياجات السكان وفقا للمعايير الدولية. ويتطلب هذا الملتقى على شكل ثنائي ورشات عمل متعددة التخصصات، تتوخ بتوصيات عملية تساهم في إجراء تشخيص دقيق للوضع الصحية واقتراح حلول عملية قابلة للتطبيق. وتتعلق الورشة الأولى بالوقاية وترقية وحماية الصحة، وتبحث الورشة الثانية حوكمة تسيير مؤسسات الصحة، فيما تركز الورشة الثالثة المتعلقة بالمهنيين وهيئة الصحة وتسيير المسار المهني. على الإشكالية المطروحة حاليا بخصوص ترقية وتثمين الموظفين، ويستخصص الورشة الرابعة لمسألة التكوين وتثمين الموارد البشرية، فيما تدرس الورشة الخامسة موضوع تمويل أنشطة المؤسسات العمومية للصحة، وتتناول المختصون في الورشة السادسة مسألة الأدوية والمعدات الصحية وكيفية مكافحة الأمراض عبر الوقاية والتشخيص والعلاج والمراقبة وإعادة التأهيل، وفيما يتعلق بالورشة السابعة، يبحث الخبراء في الصحة وإعادة النظر في الأساليب التجريبية التي تم اعتمادها لعدة سنوات في سياسة التخطيط عن طريق استعمال نظام معلوماتي غير فعال ولا يتم فيه الأخذ بعين الاعتبار بيانات وبائية الشاملة والأخيرة فتتعلق بالنظام الوطني للعلاج الصحي والرقمنة. ومن المنتظر أن يتوخ الملتقى، بعد مناقشة كل هذه الإشكاليات المطروحة، بتوصيات سيتم رفعها إلى رئيس الجمهورية بهدف تحسين المنظومة الصحية وعصرنتها.



د.حمان بن سالم

وتطلعت أمس، لشغال الملتقى الوطني حول تجديد المنظومة الصحية بشعار "رؤية جديدة، نظام عصري وخدمة المريض"، وذلك تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية، عبد الحميد قوين، ويعمل هذا الملتقى الذي أشرف على افتتاحه الوزير الأول، وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمن، بحضور وزير الصحة، عبد الرحمن بن بوزيد، وعدد من أعضاء الحكومة ورئيس المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والمهني، رضا تير، أهمية كبيرة بالنسبة للقطاع، خاصة أنه يأتي في ظروف وبائية عالمية لم تلح منها الجزائر ميزها انتشار جائحة كوفيد-19 بعدة سلالات، مما أثار على المنظومة كانت تعاني سابقا من إختلالات.

وفي كلمة له خلال هذا الملتقى الذي تجري أشغاله بالمركز الدولي للمؤتمرات على مدار يومين، أكد الوزير الأول أن هذا اللقاء يندرج ضمن "سلسلة الندوات التي عكفت الحكومة على تنظيمها تنفيذ التعليمات رئيس الجمهورية في إطار ورشات الإصلاحات الهيكلية الكبرى". وأضاف أن هذا الحدث يرمي إلى تجسيد التزامات رئيس الجمهورية بإدخال إصلاح عميق وشامل يركز على مراجعة الخارطة الصحية وتصويبها، بالاعتماد معايير عصرية بناء على تشخيص دقيق ومعلومات موضوعية. وشدد بن عبد الرحمن على ضرورة إعداد خارطة طريق جديدة متوازنة ومنصفة،

تفضي إلى منظومة صحية تستجيب لتطلعات المواطنين في نقطة صحية جيدة وفق المعايير الدولية. وبهذا الصدد، دعا الوزير الأول المشاركين إلى اقتراح حلول عملية وعملياتية لأخلفة المنظومة الصحية وعصرنة حوكمتها". وبعد إشارته إلى تحسن المؤشرات الصحية رغم أنها "تبقى غير كافية"، قال بن عبد الرحمن إن المنظومة الصحية "مطالبة بالانخراط في النهج الذي اعتمده الدولة في عصرنة التسيير العمومي والانتقال إلى تسيير مهني على النتائج". وأكد أن مخرجات الملتقى ستشكل "ورقة طريق عملية سيتم تجسيدها على أرض الواقع"، وذلك بالارتكاز على إجراءات تتعلق بمأسسة القطاع الصحي، تحسين التغطية الصحية لسكان، تعزيز تكوين مهني القطاع،

الوقاية ومكافحة الأمراض المنقولة والتكفل بالأمراض غير المنقولة والعمل على تقليل نسبة الوفيات". وفي سياق متصل، اعتبر الوزير الأول أنه "بات من الضروري إيقاف نزيف تحويل المرضى إلى الخارج للعلاج، وذلك من خلال تحسين نوعية الخدمات الصحية بالاعتماد على الكفاءات البشرية التي يزخر بها القطاع". ويدات المناسبة، حيا بن عبد الرحمن مستخدما الصحة نظير مجابتهم للأزمة الصحية وترحم على أرواح شهداء الواجب من أبناء القطاع. ويشترك في هذا الملتقى أكثر من 700 شخص من شركاء اجتماعيين وممثلين للمجتمع المدني الذين سيتباحثون حول الخطوط الرئيسية للاستراتيجية الوطنية



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

الوزارة المالية الجزائرية - بنكناون - مدينة مالك، أحمد فرانسع المبنى  
© MINISTÈRE DES FINANCES